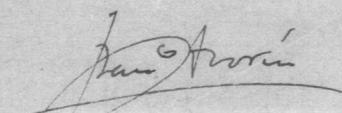


9  
0001

MAYO, 8, LUNES

MEMORANDUM de la entrevista de Perpignan con el  
Brigadier A.L.M. Molesworth, representante de la  
National Joint Committer, International Commission  
y Committe of Coordination-London.

" - Me interesa mucho ese plan de Colonia para instalar en Mejico, y  
puede V. decir al SERE mi recomendacion expresa de qn se le faci-  
lite a V. el informe y demás trámites para mi barco, al mayor nú-  
mero posible de sus inscriptos. Yo le reservare a V. al menos 250  
plazas sobre los 500 campesinos que me comunica la SERE y que si  
son de su Colonia podria considerarse que iba ya completa. Vaya  
a Paris y véase con nuestro representante allí D. O'donovan y dis-  
ponga la concentracion de los emigrables en Barcarés, antes del  
dia 15. " Lo demás corre de nuestra cuenta."

  
Juan Arrié

*Huenk* 00002

Paris a 22 de noviembre de 1.939  
Ramon Lamoneda  
Paris

Companero Lamoneda:

Le adjunto copia del rapport acerca de las presiones ejercicas sobre nuestros compatriotas para obligarles a regresar a Espana. El rapport va en frances y su tradccion en castellano pero las copias de las cartas recibidas van en castellano para evitar el mucho tiempo que lleva el traducir las.

Estas copias de cartas no tiene mas valor que el de ser de mos trativas de hechos, sin que quiera decir que son unicas pues en los archivos del S.E.R.E. habra posiblemente mas de uno o dos centenares de ellas.

Cordialmente,

V. Lascurrain

9  
0003

R A P P O R T.

Parmi la correspondance qui se reçoit au S.E.R.E, il y a beaucoup de lettres des réfugiés qui se trouvent dans des Centres d'Hebergement Français qui indiquent les pressions qui s'exercent sur eux pour qu'ils retournent en Espagne.

Naturellement, les pressions ne sont pas toutes d'un type matériel, mais des coactions morales essayant de convaincre les réfugiés que leur place est en Espagne. Cette coaction ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des cas qui signalent des façons violentes pour les repatrier.

Dans certains départements, les Prefets ont fait savoir aux réfugiés "qu'il avait été créé le transit pour les réfugiés désirant retourner en Espagne... pouvant profiter cette circonstance car les intéressés doivent comprendre que la situation ne peut pas s'éterniser". Cette circulaire est adressée aux réfugiés qui n'ont rien à craindre étant d'honnêtes personnes et de bonne foi" ayant l'air de dire que ceux qui restent ne le sont pas et que ceux-ci seront compris parmi les cas exceptionnels et seront soumis à une information dont les résultats dicteront la solution prise et la décision sans proteste des Autorités françaises".

Cette information se borne, bien souvent, à demander aux réfugiés qui restent, de montrer avec des documents le degré de responsabilité pour lequel ils ne veulent pas retourner en Espagne. La majorité des réfugiés ont perdu leurs pièces d'identité dans l'évacuation et ne peuvent pas présenter cette documentation et c'est pourquoi ils s'adressent au S.E.R.E. en demandant des certificats que ce Service ne peut pas délivrer. Dans d'autres cas on ne demande que de prouver qu'il se fait des démarches pour évacuer vers l'Amérique.

Des Camps de concentration, des Compagnies de Travail, et même des lieux de travail agricole et des fabriques, nous recevons des lettres nous faisant savoir que leurs familles ont été obligées à retourner en Espagne malgré que les chefs de famille travaillaient, bien dans le service militaire ou civil, en France.

D'après les annexes ci-jointes on peut voir comment dans presque tous les cas la pression s'est faite d'une manière constante, bien par les chefs des Réfuges bien par les Commissaires de Police respectifs. Les veuves de guerre, les femmes qui ont leurs maris en prison en Espagne et les femmes qui se trouvent sans autre famille en France, sont incluses contre leur volonté dans les listes qui se font pour les expéditions parce qu'il paraît qu'il y a des ordres qui ne permettent pas leur séjour en France.

9

0004

-2-

Dans ces pièces on peut voir comment dans certains moments la coaction prend des caractères violents. Par des faits publics on voit que même des expéditions d'un grand nombre de réfugiés se sont formées contre le désir de ceux-ci.

Vers la moitié de Septembre dernier, le Préfet de Perpignan a fait arrêter un train qui conduisait près de mil femmes et enfants en Espagne vu les manifestations que ces personnes faisaient à la gare de cette ville. Malheureusement il n'est pas toujours ainsi, et les protestes sont nulles.

Nous devons signaler le cas de Diego Pena, travaillant à l'Arsenal de Tarbes, dont la femme et enfants, qui se trouvaient dans le refuge de Dax ont été obligés de rentrer en Espagne. De même, dans le refuge de Lourdes, où une femme a été obligée de monter à l'autobus de force pour la reconduire en Espagne, l'ayant fait sortir brutalement du lit.

Paris, 21 Novembre 1939

LE SECRETAIRE GENERAL

signé : J.I. MANTECON.

00005

R A P P O R T.

Parmi la correspondance qui se reçoit au S.E.R.E, il y a beaucoup de lettres des réfugiés qui se trouvent dans des Centres d'Hebergement Français qui indiquent les pressions qui s'exercent sur eux pour qu'ils retournent en Espagne.

Naturellement, les pressions ne sont pas toutes d'un type matériel, mais des coactions morales essayant de convaincre les réfugiés que leur place est en Espagne. Cette coaction ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des cas qui signalent des façons violentes pour les repatrier.

Dans certains départements, les Prefets ont fait savoir aux réfugiés "qu'il avait été créé le transit pour les réfugiés désirant retourner en Espagne....pouvant profiter cette circonstance car les intéressés doivent comprendre que la situation ne peut pas s'éterniser". Cette circulaire est adressée aux réfugiés qui n'ont rien à craindre étant d'honnêtes personnes et de bonne foi" ayant l'air de dire que ceux qui restent ne le sont pas et que ceux-ci seront compris parmi les cas exceptionnels et seront soumis à une information dont les résultats dicteront la solution prise et la décision sans proteste des Autorités françaises".

Cette information se borne, bien souvent, à demander aux réfugiés qui restent, de montrer avec des documents le degré de responsabilité pour lequel ils ne veulent pas retourner en Espagne. La majorité des réfugiés ont perdu leurs pièces d'identité dans l'évacuation et ne peuvent pas présenter cette documentation et c'est pourquoi ils s'adressent aux S.E.R.E. en demandant des certificats que ce Service ne peut pas délivrer. Dans d'autres cas on ne demande que de prouver qu'il se fait des démarches pour évacuer vers l'Amérique.

Des Camps de concentration, des Compagnies de Travail, et même des lieux de travail agricole et des fabriques, nous recevons des lettres nous faisant savoir que leurs familles ont été obligées à retourner en Espagne malgré que les chefs de famille travaillaient, bien dans le service militaire ou civil, en France.

D'après les annexes ci-jointes on peut voir comment dans presque tous les cas la pression s'est faite d'une manière constante, bien par les chefs des Réfugés bien par les Commissaires de Police résoectifs. Les veuves de guerre, les femmes qui ont leurs maris en prison en Espagne et les femmes qui se trouvent sans autre famille en France, sont incluses contre leur volonté dans les listes qui se font pour les expéditions parqu'il paraît qu'il y a des ordres qui ne permettent pas leur séjour en France.

9

00006

-2-

Dans ces pièces on peut voir comment dans certains moments la coaction prend des caractères violents. Par des faits publics on voit que même des expéditions d'un grand nombre de réfugiés se sont formées contre le désir de ceux-ci.

Vers la moitié de Septembre dernier, le Préfet de Perpignan a fait arrêter un train qui conduisait près de mil femmes et enfants en Espagne vu les manifestations que ces personnes faisaient à la gare de cette ville. Malheureusement il n'est pas toujours ainsi, et les protestes sont nulles.

Nous devons signaler le cas de Diego Pena, travaillant à l'Arsenal de Tarbes, dont la femme et enfants, qui se trouvaient dans le refuge de Dax ont été obligés de rentrer en Espagne. De même, dans le refuge de Lourdes, où une femme a été obligée de monter à l'autobus de force pour la reconduire en Espagne, l'ayant fait sortir brutalement du lit.

Paris, 21 Novembre 1939

LE SECRETAIRE GENERAL

signé : J.I. MANTECON.

9

00007

INFORME

Entre la correspondencia que se recibe en el S.E.R.E. hay muchas cartas de refugiados que se encuentran en Centros de Albergue Franceses, en las cuales comunican que se realizan presiones sobre ellos para que regresen a España.

Naturalmente que las presiones no son todas de un tipo material, sino más bien coacciones morales, tratando de llevar al convencimiento de los refugiados que su puesto esta en España. Esta coaccion no quiere decir que en algunos casos no se señalen procedimientos violentos para repatriarles.

En algunos departamentos, los Prefectos han hecho llevar advertencias indicando a los refugiados que "habia sido organizado el transito para refugiados que deseen regresar a España... pudiendo, aprovechar esta circunstancia los interesados, que habran de comprender que la situacion no puede eternizarse. Esta circular va dirigida a los refugiados que nada tienen que temer por ser gente honrada y de buena fe, dando a entender que los que quedan no lo son, y que estos considerados como casos excepcionales" quedaran sujetos a informacion cuyos resultados dictaran la solucion adoptada y la decision sin protesta de las Autoridades Francesas".

Esta informacion se limita en muchos casos a pedir a los refugiados que quedan, demuestren documentalmente el grado de responsabilidad en virtud del cual no quieren regresar a España. La mayoria de los refugiados, habiendo perdido sus papeles en la evacuacion, no pueden presentarlos y de ahí que se dirijan al S.E.R.E. solicitando se les envie certificados que este Servicio no puede facilitar. En otros casos no se pide probar la responsabilidad, sino demostrar que se hacen gestiones para evacuar a America?

De los Campos de Concentracion, de las Compañias de Trabajo y aun de lugares de trabajo agricola y fabriles, se reciben cartas en las cuales nos comunican los interesados que a sus familiares se les obliga a volver a España a pesar de que los jefes de la familia esten

prestando servicio militar o civil a Francia.

Por los anexos que se adjuntan puede verse como en casi todos los casos la presion se verifica de una manera constante, bien por los Jefes de los Refugios o bien por los Comisarios de Policia respectivos. Las viudas de guerra, las mujeres que tienen sus maridos presos en Espana y las mujeres que se encuentran sin otra familia en Francia, son incluidos contra su voluntad en las listas que se forman para las expediciones al parecer porque existen ordenes en el sentido de que no deben de permanecer en Francia.

En estos mismos documentos puede verse como a veces la coaccion adquiere caracteres violentos. Hechos del conocimiento publico demuestran que incluso expediciones de gran volumen se forman sin tener en cuenta la voluntad de los que las integran.

A mediados de Septiembre el Prefecto de Perpiñan tuvo que ordenar la detencion de un tren que conducia cerca de mil mujeres y niños a Espana ante las protestas y manifestaciones que las interesadas hicieron en la Estacion de dicha ciudad. Por desgracia en otros casos estas protestas son vanas .

Señalamos el caso; de Diego Pena, trabajando en el Arsenal de Tarbes, cuya mujer e hijos, que estaban en el refugio de Dax han sido obligados a entrar en Espana. Asimismo, el del refugio de Lourdes, donde una mujer ha sido obligada a subir al autobus que habia de conducirla a Espana, sacandola por la fuerza de la cama.

Paris, 21 de Noviembre de 1939

EL SECRETARIO GENERAL

Firmado : J.I. MANTECON.

F  
0009

"Hoy me encuentro de tal manera abandonado en este Refugio, que después de no quedarme ni prenda para ponernos ni cosas sagradas (recuerdos familiares) tengo que pedir hoy para un sello de esta carta para poder decir: Los gendarmes de esta localidad nos comunican que todos los niños españoles tienen que entrar forzadamente en España, y ante esto, ya después de todo lo perdido, solo me queda ponerlo en conocimiento de mis compatriotas del S.E.R.E. para ver si hay remedio, para que mis hijas no se las lleven a manos de los franquistas".

Firmado: Jose Gomez Casado.

Refugio Español. NAUCELLE. (Aveyron)

9  
00010

"Un recluso en el Campo se escapó de éste, llegando a Oloron, entrevistándose con su mujer que iba a salir el mismo día para España, y con una navaja barbera, la acometió hiriéndola gravemente, y suicidándose él a continuación muriendo en el acto, por el mismo procedimiento."

(Este hecho ha sido publicado en todos los periódicos)

00011

Debido a tan grande opresion que me hacen para que rápidamente marche a España, sino lo hago voluntariamente sera a la fuerza, hago saber a esta Sociedad que habiendo actuado energicamente de enfermera en el Hospital del Instituto de Reeducacion de Invalidos de Carabanchel Bajo. Madrid. desde el año 1934. y habiendo desempeñado el cargo de Delegada del personal Femenino y constantemente he sido perseguida y en el año 35. fui denunciada al Director de dicho Hospital por mi colaboracion politica, estando trabajando en mi profesion hasta el año 38 por tener la desgracia de ser una victima de la metralla fascista como veran todos los camaradas del S.E.R.E. yo no puedo marchar hasta que nos den una amplia amnistia.

Firmado: Luisa Grande Rodriguez.

Centre des Refugies Espagnoles.  
MIELLIN PAR SERVANCES. (Hte. Savoie)

00012

" Se da el caso de que vino el Alcalde de este Pueblo  
a mandarnos q'e inmediatamente en el termino de dos dias  
prepararamos para marcharnos a España, dandose el caso de  
que no podemos marchar de ninguna manera pues somos muy sig-  
nificados por nuestra actuacion durante la guerra . Con la  
fecha de hoy dia 2 han llevado forzosamente a 10 compañeras  
y tememos hagan con nosotros lo mismo.

Firmado: Palmira Diaz. y demás compañeras.

Hospice BOMETABLE. (Sarthe)

F  
00013

"Nuestra situacion aqui en el pueblo es grave, pues se da el caso, que hace una porcion de dias que la actitud del pueblo hacia nosotros es bastante hostil a pesar de que nosotros el dia 31 nos ofrecimos por escrito al Ayuntamiento para trabajar por Francia aunque nuestra unica voluntad es, como vosotros ya sabeis evacuar de territorio Frances y hoy mismo han llegado hasta el extremo de decirnos que posiblemente no traeran mas comida pues hace dos meses que el Ayuntamiento no paga."

Firmado: Angeles Gomez y demas compañeras.

La Maison Refugees.  
PIEGUT PLUVIERS. (Dordogne)

F  
00014

"Maria Palacio Rodriguez de 49 años de edad de (ASTURIAS) casada con Isidoro Fernandez de 53 años de edad expone ante esa Sociedad que en vista de la presion q'ue me hacen para que marche a Espana sino es voluntad a la fuerza hago saber a esa Sociedad que por mi significacion politica no puedo marchar de ninguna manera mientras q'ue el caudillo no de una amplia amnistia, por haber desempeñados cargos de mucha responsabilidad en la "Comision Depuradora" nombrada por el Partido Socialista, encontrandose mi marido con 20 años de prision en Pontevedra y sin ser nada mas q'ue un simple militante del Partido Socialista, porque la q'ue actuaba era yo encontrandose conmigo dos de mis hijas mayores."

Firmado: Maria Palacio Rodriguez.

Miellin par Servance. (Hte. Savoie)

00015

" Francisca Benitez y tres hijos que estaban en el Refugio de SUIVE LES MONTIERS (Maine et Loir) esposa de Margallet que esta trabajando en Toulouse, ha sido enviada a Espana contra su voluntad."

00016

VILLERS LES POTS.

" Nous oblige partir Espagne Mercredi lui dire a  
Bodina et Montseni, Mer et soeur de Cendon.

Signe: Marie Cendon de Burgos.

(Esposa de un miembro del Comite  
Nacional de la C.N.T.)

10017

" Desde hace unos días que en el Departamento de los Altos Pirineos se dio la orden de que todas las mujeres y niños tenían que marchar obligadamente a España cosa que de primer momento parecía increíble pero que ha resultado una realidad.

Principio en el Departamento de Pau, obligando a marchar a todas las mujeres y niños en general.

En el Departamento de Tarbes, en todos los refugios hicieron presión, incluso en uno de ellos o sea en el pueblo de Payolle, hicieron marchar todas las viudas de Guerra y mujeres de los hombres que estaban presos, forzosamente, usando modales y hechos de límites muy violentos. Despues los reductos de estos pequeños refugios de dicho Departamento los concentraron todos en uno, usando el de LOURDES. donde en este semanalmente hacen salir expediciones que al principio con mucha presión resultaban voluntarias, pero en la que marcha hoy dia 28 ha sido completamente forzada llevando a compañeras y algún compañero a viva fuerza, sin que hubiese firmado ningún papel; incluso en una de ellas que de ninguna manera quería marchar la sacaron brutalmente de la cama, ya que eran las siete de la mañana, y la arrastraron por el refugio llevandose ya por el autobús tal como iba. Todo eso fue presenciado por los gendarmes, policia, el Comisario y su Secretario de dicha población, y el Secretario del Prefecto de Tarbes, añadiendo que entre estas compañeras había que tenían papales como conforme sus maridos estaban trabajando por el Gobierno otras estaban reclamadas por familias francesas y anunciando que en otros días sucesivos marcharían todos.

Firmado: Salvador Sien.

00018

AVISO A LOS REFUGIADOS ESPAÑOLES

Por consecuencia del reciente acuerdo entre los Gobiernos Francés y Español, se hace saber a todos los Refugiados Españoles que ha sido organizada desde este dia en Perpiñan un Centro de Reunion y Trànsito para los refugiados que desean regresar a su Patria por parte de Port-Bou o Puigcerdà.

Los Refugiados españoles en este Departamento de Saône et Loire, cuyos maridos, hijos, hermanos y otros familiares viven actualmente en los Campos de Agde, Barcares, St. Cyprien, Argeles Sur Mer y Bram, podràn ser reunidos en este Centro de Reunion y Trànsito de Perpiñan para marchar juntos, el dia mismo, hacia España.

Pudiendo aprovechar estas facilidades habràn de comprender los interesados, que no puede eternizarse la actual situación y se les aconseja antes que no se terminen las posibilidades actuales, utilizar este medio ventajoso para salir reunidos con los suyos en las mejores condiciones de transporte y de rapidez.

Los refugiados que no tienen que temer a su regreso a España por ser personas honradas y de buena f e, tienen por deber pedir su repatriamiento en seguida, solo medio para regularizar sin embargo y oficialmente su actual situación.

Lo que no pediran su regreso a España en los siguientes dias serán puestos en la obligacion de dar los motivos valederos de su actitud a las Autoridades Francesas y obligados a procurar pruebas escritas o testimoniales seguras, por los motivos invocados.

Estos ´ltimos casos excepcionales quedarán sujetos a

00019

- 2 -

informaciones cuyos resultados dictarán la solución adoptada  
y la decisión sin protesta, de las Autoridades Francesas.

:-----:

00020

El Refugiado Español, Diego Peña, comunica que a pesar de tener el trabajo en el Arsenal de Tarbes, su mujer y sus hijos que estaban en el Refugio de Dax, han sido devueltos a España por un rondin de la Guardia Movil que en todo el Departamento obliga a volver a España en contra de su voluntad a mujeres y niños. Segun manifiesta el Refugiado Diego Peña, no atendieron su reclamacion basada en que tenia trabajo en Francia, ya que el rondin tiene orden de reintegrar a España a todas las mujeres y niños cuyos maridos no esten alistados en la Legión Extranjera.

Esta denuncia ha sido comprobada hasta el extremo de que el Alcalde de Pontent les Forges (Landes), que tenia a una muchacha española a su servicio la enviaron forzosa a España y cuando se entero salio en automovil detrás de los camiones consiguiendo alcanzarlos en Fuenterravia, consiguiendo que le devolvieran a dicha muchacha.